

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



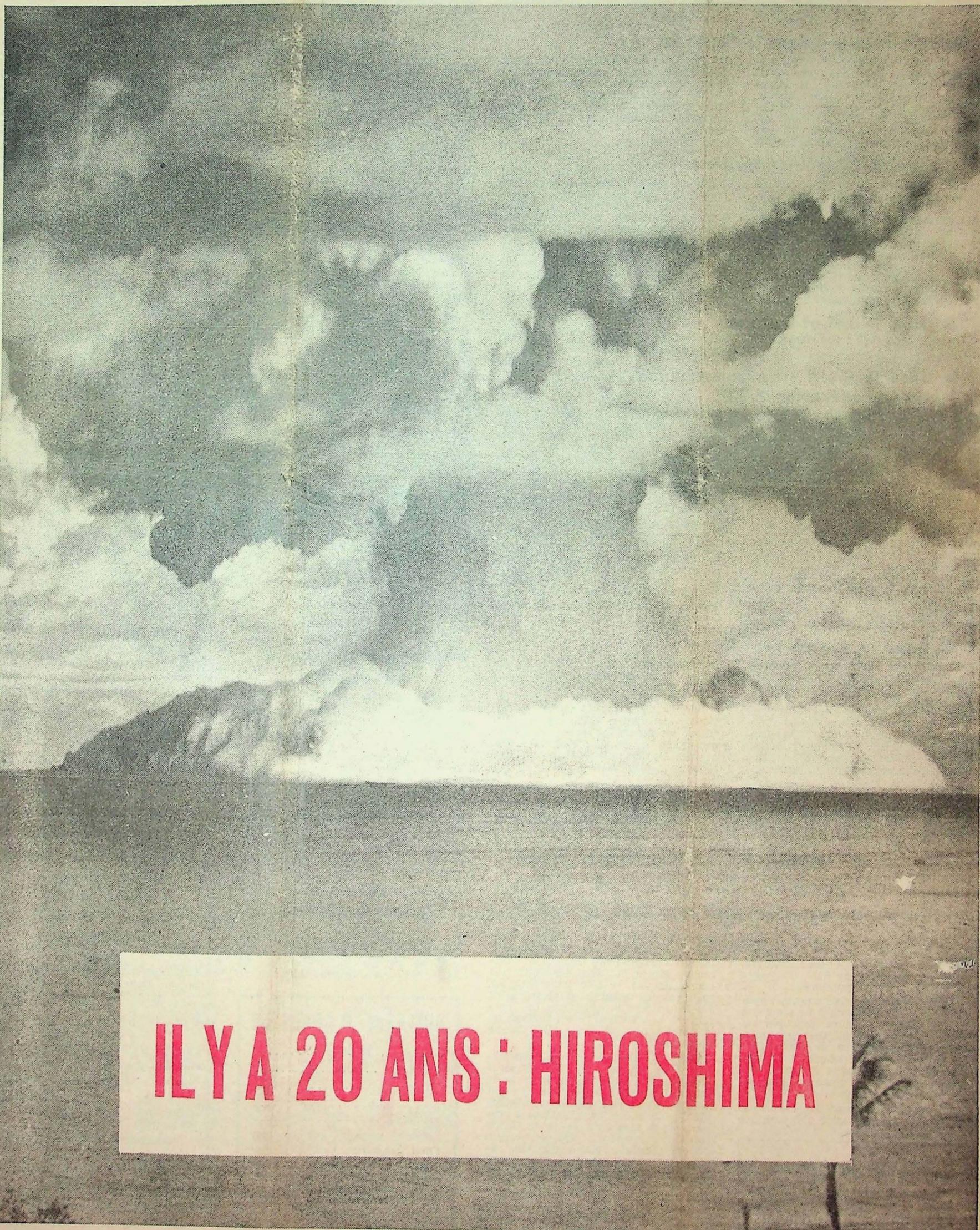
DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 250. — 24 JUILLET 1965



**IL Y A 20 ANS : HIROSHIMA**

La plus grande découverte scientifique des hommes était destinée à leur propre destruction

(Photo Keystone.)

LA CAMPAGNE POUR LA CANDIDATURE UNIQUE DE LA GAUCHE

● Le Comité Jean Vilar reprend l'offensive

Depuis le 9 juin, date à laquelle le Comité « Pour une candidature unique de la Gauche » avait convié à une première réunion les partis et organisations démocratiques, le Comité a poursuivi ses efforts, en tenant compte de la situation nouvelle créée par le retrait de la candidature Defferre. Une nouvelle réunion est prévue pour le jeudi 22 juillet, dans les locaux de la Ligue des Droits de

l'Homme, à Paris. Cette rencontre devrait permettre d'engager la discussion sur le programme que toutes les forces de gauche pourraient opposer en commun au gaullisme et à une éventuelle candidature centriste. Le P.S.U. sera, bien entendu, représenté à cette réunion et fera des propositions précises en ce qui concerne le programme.

● La campagne dans le Finistère

Le Comité départemental qui appuie l'appel de Jean Vilar comprend 10 conseillers généraux : Pierre Boedec, Jean Corre, Jean Charter, Louis Hemery, Albert Larher, François Manach, Michel Naviner, Alphonse Penven, Roger Prat, Tanguy Prigent. Mme Bosser, présidente de

la Ligue des Droits de l'Homme pour le Finistère, des professeurs, instituteurs, syndicalistes. Le secrétaire du Comité est Jean Cornec (Le Veilléne, Daoulas), à qui doivent être adressées les signatures de la pétition.

● Dans la Charente-Maritime

C'est à Saintes qu'a été constitué le premier « Comité pour une candidature unique de la gauche » du département (P.C., C.G.T., P.S.U., Ligue des Droits de l'Homme). Le communiqué signé par de nombreux militants politiques ou syndicalistes appelle au « rassemblement de tous les citoyens désireux de voir établir une politique orientée vers le socialisme, c'est-à-dire impliquant des modi-

fications de structures de caractère socialiste ». Les signataires sont persuadés que « la solution de gauche passe, tout d'abord, par la définition d'un programme commun... Alors seulement interviendra la désignation du candidat chargé de présenter et de défendre ce programme devant l'opinion. L'objectif est d'atteindre 1.000 signatures d'ici septembre.

● Dans le Lot-et-Garonne

L'appel Jean Vilar est largement diffusé.

S'adresser à Johnny, instituteur, Castelmoron.

● Dans le Gard - Un communiqué de la Fédération P.S.U.

La Commission exécutive de la Fédération du Gard du P.S.U., réunie à Alès le 11 juillet, s'est réjouie du succès du colloque de Marseille du 3 juillet et a décidé de poursuivre et de développer les démarches pour coordonner l'action des organisations démocratiques en vue d'une candidature unique de la gauche aux élections présidentielles.

intérêts des banques et des monopoles, sur celle d'un véritable désengagement des blocs, une lutte réelle contre les guerres et leur préparation, une entente avec le Tiers Monde, qui représente la majorité de la population mondiale.

Constatant que le programme minimum défini à Marseille constitue un point de départ et doit être popularisé et discuté dans le pays, la C.E. unanime insiste sur l'importance d'une condamnation explicite de la Constitution gaulliste, sur celle d'un plan démocratique en fonction des besoins de la population et non des

C'est par une discussion fraternelle que le P.S.U. entend faire prendre conscience de ces problèmes. Aussi, la C.E. se félicite-t-elle de l'initiative prise à Alès d'une réunion groupant des représentants et observateurs des organisations démocratiques, dont le P.S.U., le P.C.F., la C.G.T., la F.E.N., embryon d'un Comité local de soutien à la candidature unique de la Gauche.

● Dans la région parisienne

Faculté des Sciences d'Orsay. — Les chercheurs, enseignants et techniciens de l'Institut d'Electronique, « soucieux de trouver une issue républicaine au régime actuel, demandent que les principaux partis démocratiques s'entendent sur un programme politique minimum commun pour présenter un candidat unique à la prochaine élection présidentielle.

le ». Cette motion, revêtue de 71 signatures, est adressée au P.C.F., au P.S.U., à la S.F.I.O., à l'U.D.S.R. et au parti radical.  
Paris - 16<sup>e</sup> arrondissement. — Un Comité de soutien à l'Appel de Jean Vilar est désormais créé. Secrétaire provisoire : Marthe Goutner, 118, avenue de Versailles, Paris-16<sup>e</sup>. Téléphone : AUT 35-06.

LA CULTURE

Une animation à l'échelon local est possible. La politique d'une municipalité doit en être le reflet

Signalons, sur ce thème important, le numéro spécial de *Correspondance Municipale* qui consacre, dans sa livraison de mai, 65 pages aux bibliothèques publiques.

d'une bibliothèque municipale dans la vie d'une cité; c'est cependant un des éléments qui la rendent vraiment vivante. D'autres, bien qu'ayant conscience de ce rôle irremplaçable, se trouvent démunis d'informations sur les différents problèmes que présentent la création, la rénovation ou le fonctionnement d'une bibliothèque municipale.

Avec le concours de nombreux spécialistes et en particulier de membres de la section lecture publique de l'Association des Bibliothécaires français, les animateurs de l'A.D.E.L.S. (1) ont réalisé un document de très grande valeur faisant le point des réalisations en ce domaine, tant en France qu'à l'étranger.

Dans le même esprit, le *Club Démocratique Nouvelle* (2) de Marseille aborde, dans son bulletin du mois de juillet, les problèmes de l'équipement culturel de la cité. Ayant principalement pour cadre les initiatives à promouvoir à Marseille, le texte publié contient cependant des remarques d'ordre général et des suggestions intéressantes dont peuvent tirer profit de nombreux animateurs de la vie locale.

Beaucoup d'animateurs locaux n'ont pas encore saisi l'importance

A nos lecteurs

Comme chaque année, *Tribune Socialiste* cesse sa parution pendant le mois d'août. Notre prochain numéro paraîtra dans la première quinzaine de septembre.

(1) Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale, 94, rue N.-D.-des-Champs, Paris-6<sup>e</sup>. Prix du numéro : 3,50 F.  
(2) 45, rue Breteuil, Marseille (6<sup>e</sup>).

Le Cercle Bernard-Lazare vient de publier le premier numéro d'une nouvelle série de ses « Cahiers » qui vaut d'être présentée à nos lecteurs (1).

Expression française du parti Mapam en Europe, le Cercle Bernard-Lazare s'attache à faire connaître les positions politiques et philosophiques de la gauche israélienne, une gauche qui ressemble fort, au sein du mouvement socialiste d'Israël, à notre P.S.U. Dans la préface, le Dr Ginsbourg indique bien la ligne politique du Cercle qu'il préside : son drapeau tricolore est fait du blanc-bleu israélien et du rouge révolutionnaire...

Est-ce à dire que l'Etat d'Israël est un Etat foncièrement réactionnaire et qu'il a besoin d'un Mapam pour lui rappeler que ses fondateurs étaient surtout des socialistes? Non, certes, mais depuis la création du Foyer Juif jusqu'à celle de l'Etat d'Israël, bien des distorsions se sont produites.

Il est évident que toutes les fautes ne sont à mettre au compte des juifs d'Israël. Il serait injuste, tout autant, d'en faire peser les responsabilités sur toutes les nations du Moyen-Orient ni sur les Arabes en tant que tels.

Le Moyen-Orient est une région « chaude » qui intéresse trop de grandes puissances attirées par l'odeur du pétrole et par sa position privilégiée de plate-forme au point de jonction du monde asiatique et du monde européen.

Né aux forceps dans les douleurs et dans le sang, l'Etat d'Israël s'est donc trouvé, dès sa naissance (et pourquoi ne pas dire au cours de sa gestation) entouré de trop de mauvaises fées. S'agissait-il vraiment — en toute générosité — de redonner au peuple juif écartelé dans la Diaspora une nouvelle réalité géographique sur les lieux où vécurent ses ancêtres?

S'agissait-il, face aux monstrueuses théories racistes, à la discrimination, aux pogroms et au génocide organisés, de sauver des individus dont la seule faute était d'être nés sous le signe de Salomon? S'agissait-il, enfin, d'implanter, au cœur même du monde arabe, une pointe avancée du capitalisme destinée à être l'outil d'un néo-colonialisme à peine dissimulé? Quelle est l'attitude du sionisme face aux nationalismes arabes; n'est-il pas un autre nationalisme juif?

Que de questions qui sont posées et auxquelles tentent de répondre les Cahiers Bernard-Lazare! Comme ils tentent, sous la plume de professeur Georges Slama, de cerner l'attitude

de l'homme progressiste devant le sionisme! Enfin, c'est en cela que l'enquête est une importante contribution à la réflexion objective sur le problème israélo-arabe. Comme il ne s'agit plus, aujourd'hui, d'émettre des idées sans réalité mais d'énoncer des solutions acceptables, Daniel Mayer, Léo Hamon, Yves Jouffa ainsi que Y. Rash apportent des propositions précises pour que soit créée une situation harmonieuse et juste qui préserve l'existence des juifs et des Arabes au Moyen-Orient.

Quelques personnalités israéliennes étudient, en outre, les rapports judéo-arabes. Beaucoup d'occasions perdues, de part et d'autre, ont creusé le fossé entre les communautés israélo-arabes; les chefs politiques et les dirigeants arabes ont puisé dans ces dissensions les moyens psychologiques de maintenir les populations malheureuses dans leur misère en avivant leurs rancunes et en suscitant la haine. La haine contre le sionisme est le ciment qui cache les antagonismes entre les partenaires. Mais c'est un ciment craquelé qui, lorsqu'il s'effondrera, laissera apparaître l'instabilité des anachroniques trônes des potentats arabes.

De son côté, pour l'Etat d'Israël, les menaces arabes gèlent le développement du socialisme, nourrissent un évident racisme chez ceux qui ont eu tellement à souffrir de la discrimination raciale et lui imposent une politique militaire au-dessus de ses moyens, sinon de ses besoins.

Faire un programme de paix réaliste et généreux, et intensifier les efforts pour le faire connaître et aboutir, tel est l'impératif énoncé par le Mapam, lequel précise les solutions préconisées.

Utopie? Voire, puisque déjà, aujourd'hui, des dirigeants arabes trouvent enfin le courage de démystifier le problème et tentent de raisonner en hommes de paix.

Dépassionner, défanatiser la querelle, écrit Pierre Paraf, c'est, en effet, nécessaire, avant toute autre chose, pour approcher la solution. Ce comportement rationnel, Bourguiba et Nasser l'ont adopté avec plus ou moins de bonheur ou de réticence. La gauche française ne devrait pas rester en deça, car elle peut être le moteur d'une action de paix désintéressée et loyale qui garantirait aux populations arabes et israéliennes du Moyen-Orient et du Maghreb une perspective de paix et une ère de prospérité commune. Et la gauche française pourrait ainsi entraîner tous ceux qui, en Europe, en Asie et dans le monde entier, se disent socialistes ou progressistes, ou simplement pacifistes.

Si c'est là une utopie, elle vaut encore mieux que la réalité de la guerre...

Nécrologie

Tarbes et sa région ont été bouleversés par la mort tragique de notre camarade Alexis Rigaud, typographe, membre de la section du P.S.U. de Tarbes.

Ses obsèques civiles ont eu lieu à Tarbes le 15 juillet.

Notre camarade Jean Lafon-Puyo, devant sa tombe, a rendu hommage au militant syndicaliste, à l'indomptable résistant, à l'homme fraternel et au ligueur.

Que sa veuve et sa famille daignent recevoir du Parti et de « Tribune Socialiste » l'assurance de leurs sentiments de douloureuse sympathie.

PETITE ANNONCE

Un camarade, revenant d'Algérie, cherche une chambre à Paris ou en banlieue. Ecrire au secrétariat du P.S.U., 81, rue Mademoiselle. Merci.

BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
.....  
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : SUF 19-20  
Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesguchte 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.F. Paris 5826-65

6 mois ..... 18 F  
1 an ..... 35 F  
Soutien : à partir de .. 70 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 62-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)

## Après le Conseil national de la S.F.I.O.

# L'HYPOTHÈQUE A LEVER

**A** PRES l'échec de la négociation sur la « Fédération » et le retrait de Gaston Defferre, il était facile de prévoir que le Conseil national de la S.F.I.O. s'en tiendrait à des mesures conservatoires et reporterait à plus tard les décisions essentielles.

C'est ce qu'il a fait en confirmant purement et simplement les bases d'un projet de regroupement dont le M.R.P. s'est de lui-même exclu et en s'abstenant d'évoquer la prochaine élection présidentielle. Il s'agit là d'une solution de facilité qui permet sans doute de gagner du temps mais qui ne répond nullement aux nécessités politiques de l'heure.

**P**ERSONNE ne peut, en effet, penser sérieusement que le débat sur la « Fédération » se limite à la question de la présence ou de la non-présence du M.R.P. Si Gaston Defferre a échoué dans sa tentative, ce n'est pas seulement parce qu'il a voulu aller trop vite et trop loin, défiant, comme on l'a dit, les lois de la pesanteur politique ; c'est aussi parce que cette tentative reposait sur un certain nombre de contradictions et d'ambiguïtés fondamentales. Les vrais problèmes étaient escamotés. Le thème publicitaire de la lutte entre « réformateurs » et « conservateurs » prenait le pas sur celui du choix réel entre la solution socialiste et la solution centriste.

Le Conseil national de la S.F.I.O. s'est abstenu d'évoquer ces contradictions ; il n'a rien fait pour lever ces ambiguïtés. Il était trop tentant pour Guy Mollet de s'en tenir aux anciennes résolutions de ses adversaires, de reprendre à son compte leurs propres textes. Il était, en revanche, très difficile pour les amis de Gaston Defferre de rompre brusquement cette coalition hétérogène qu'ils ont formée voici un an et demi et qui regroupait, sur la seule base de l'antimolletisme, des partisans de la rénovation du socialisme et des partisans... de sa liquidation.

**N**E cherchons cependant pas à simplifier les choses. Le projet de « Fédération » et les débats auxquels il donne lieu se situent dans le cadre général de la crise que connaissent en ce moment non seulement la gauche française mais tout le mouvement ouvrier européen. On ne surmontera pas une telle crise à l'aide de quelques formules magiques ou de quelques recettes tactiques. Et si le choix fondamental est bien celui de la solution centriste ou de la solution socialiste, encore faut-il préciser ce que signifie cette dernière solution dans le contexte de la réalité occidentale d'aujourd'hui et compte tenu des difficultés que traversent actuellement les pays communistes.

C'est pourquoi nous insistons si fort sur la question du programme. C'est pourquoi nous sommes décidés à en discuter avec toutes les forces de gauche, y compris, bien entendu, avec la S.F.I.O. C'est le programme qui doit commander les regroupements et non le contraire.

On nous dira que cette discussion va demander du temps. Nous en sommes persuadés. Mais qu'a-t-on gagné à vouloir brûler les étapes ? Et veut-on renouveler le beau gâchis où nous a conduits la recherche de faux raccourcis ?

Nous insistons d'autant plus sur la nécessité d'un débat sérieux et approfondi que nous faisons dans le même temps des propositions pour agir immédiatement et d'une manière efficace contre le régime gaulliste.

**L**ORSQU'IL y a un an et demi, la S.F.I.O. nous invitait à participer « aux colloques socialistes », nous avons souligné à quel point la discussion qui allait s'ouvrir risquait d'être pénalisée par le développement de la campagne de Gaston Defferre. A ce moment-là, nous disions : « Priorité au débat politique et à l'action pratique contre le régime. Le problème de la candidature devra être tranché plus tard en fonction de l'un et de l'autre ». Deux ans nous séparaient alors de l'épreuve électorale de décembre 1965.

Aujourd'hui, il nous faut tenir un autre langage. Nous sommes, en effet, à quatre mois de cette épreuve. L'heure du choix est venue et il n'est pas vrai que ce choix soit un choix de pure opportunité, ne pesant pas sur l'avenir des regroupements et des coalitions dans ce pays.

Pour répondre aux nécessités de la bataille contre le gaullisme et pour assurer les chances de l'unité socialiste, nous avons proposé une solution très claire :

1° Le candidat de l'opposition de gauche doit appartenir à une organisation se réclamant du socialisme.

2° Il doit être présenté sur la base d'un programme centré autour de quatre ou cinq options fondamentales (un accord plus étendu étant actuellement impossible).

3° Il doit pouvoir recueillir l'ensemble des suffrages de la gauche, y compris donc les suffrages communistes et les suffrages de ces centaines de milliers de travailleurs qui ont, à l'intérieur des mouvements chrétiens, pris conscience de l'importance des objectifs socialistes.

**N**OUS sommes prêts à discuter de toutes les modalités d'application de cette solution. Nous ne repoussons *a priori* aucune procédure. Il s'agit, comme l'a souligné très justement le Bulletin du Club « Citoyens 60 », de trouver les meilleurs moyens qui permettent de mobiliser la gauche.

Mais il y a une chose à laquelle nous ne consentirons jamais : c'est de nous entendre d'abord sur de grands objectifs socialistes, de prêter de nobles serments révolutionnaires... et puis de soutenir une candidature centriste !

L'hypothèque d'une telle candidature doit être immédiatement levée. C'est ce que nous allons demander aux multiples interlocuteurs — représentants des partis, des syndicats ou des clubs — que nous allons rencontrer dans les prochains jours.

Gilles MARTINET.

## ÊTES-VOUS INSCRITS A L'UN DE CES STAGES D'ÉTÉ ?

Sinon, il est encore temps

Il vous suffit de remplir le bulletin ci-contre et de le retourner au P.S.U., service Formation, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

Nom .....

Adresse .....

désire recevoir les renseignements concernant les stages suivants (1) :

C - 2-7 août : Les techniques de l'action politique. Poissy (Seine-et-Oise).

D - 20-25 septembre : Les problèmes de la jeunesse. Poissy (Seine-et-Oise).

E - 1-15 septembre : Camp de voile pour les jeunes sur les bords de la Marne, à Créteil.

F - 6-11 septembre : La gestion municipale. Stage organisé par l'A.D.E.L.S., à Poissy.

(1) Rayer les mentions inutiles.

# S.N.I. : Evolution et vigilance chez les instituteurs

Cinq jours de débats, sept cents délégués représentant 265.000 adhérents, des dizaines de délégués fraternels venus de toute l'Europe, d'Afrique et d'Amérique font du Congrès du Syndicat national des Instituteurs le symbole de la puissance de cette organisation dont on a pu écrire qu'elle était le seul syndicat de masse (la quasi-totalité des instituteurs de la maternité au C.E.G. en sont membres). On comprend que le S.N.I. donne des cauchemars aux gaullistes qui voient en lui, selon le mot de l'un des leurs, « une féodalité qu'il faudra bien un jour briser ».

Certes, on peut regretter, mais est-ce évitable ? que cette puissance s'accompagne d'une certaine lourdeur : pour l'observateur comme pour un certain nombre de jeunes délégués, le congrès apparaît davantage comme une succession de monologues que comme un véritable dialogue entre les militants. A travers la « présentation du rapport moral » de Pierre Desvalois et les 52 interventions qui l'ont suivie, on peut retrouver cependant un certain nombre de thèmes qui préoccupent aujourd'hui l'ensemble du mouvement ouvrier.

## Les élections présidentielles

Les éditoriaux parus depuis plusieurs semaines dans « L'Ecole libératrice », organe du S.N.I., laissent prévoir une prise de position très nette au sujet des tentatives avortées de « Fédération ». Pierre Desvalois condamne, en effet, avec force ce type de regroupement politique. Cette condamnation est surtout motivée par les motions jugées antilaïques du projet defferiste. L'unanimité des congressistes est apparue de façon certaine sur cette condamnation. Certains s'en étonneront, mais l'attachement intransigeant à la laïcité qui est le lien le plus fort entre les instituteurs l'explique aisément. Et s'il est vrai que les projets centristes n'ont pas définitivement abandonnés, on peut prévoir qu'ils rencontreront l'hostilité constante du S.N.I. qui ne peut cesser, sous peine de renoncer à être lui-même, de revendiquer l'abrogation des lois antilaïques. Il est intéressant de noter que le S.N.I. n'entend pas cependant se tenir à l'écart des efforts des partis politiques : « Nous réaffirmons, a dit Pierre Desvalois, notre disponibilité pour les liaisons et les coopérations nécessaires entre forces syndicales et politiques. » Ce langage quelque peu nouveau n'a pas paru suffisant aux délégués de la tendance « ex-cégétiste », où se retrouvent notamment les militants du parti communiste, qui souhaiteraient voir leur syndicat « descendre dans l'arène politique », comme le dit Blaret, qui, rappelant le rôle joué par Desvalois dans les couloirs du congrès de la S.F.I.O., l'invite, sous les rires et les applaudissements d'une bonne partie du congrès, à « passer aussi de temps en temps par les couloirs du parti communiste », car, ajoute-il, « la solution de nos problèmes dépend de l'entente de la gauche et il est impossible de faire aboutir une seule de nos revendications sans que les partis politiques aient une position commune ». De façon plus précise encore, le leader de cette tendance, Sorel, considérant que « l'élection présidentielle est une étape importante dans la lutte menée par les forces de progrès pour établir la démocratie véritable », estime que « le S.N.I. doit participer à l'élaboration d'un programme commun aux forces politiques et sociales qui veulent mettre un terme au pouvoir des monopoles ». Pierre Desvalois et ses camarades majoritaires hésitent à jouer un rôle aussi actif : « Ne demandez pas au S.N.I. ce qu'il n'est pas en mesure de faire », répond le secrétaire général. On peut donc craindre, malgré une évolution heureuse mais lente, que le S.N.I. ne renonce pas totalement à cette conception traditionnelle qui réserve aux syndicats le monopole de l'action sur le lieu de travail et aux partis le monopole de la collecte des suffrages. Mais l'évolution entamée ne peut pas s'arrêter là.

## L'indépendance syndicale

La méfiance persistante du S.N.I. à l'égard des partis s'explique par le souci de préserver l'indépendance syndicale. Ce souci revient dans de

nombreuses interventions, notamment dans celles des majoritaires qui rappellent complaisamment aux « ex-cégétistes » que « la conception léniniste du syndicat n'a pas été révisée » et qu'« elle est appliquée dans les Etats où le parti communiste est au pouvoir ». Ce même souci conduit l'ensemble des délégués à s'opposer à toute intégration du syndicalisme dans l'Etat. Mais l'unanimité s'arrête là, car les militants de la tendance « Ecole émancipée », qui se réclament de la tradition anarcho-syndicaliste, craignent que les dirigeants de l'Organisation ne s'engagent en fait sur la voie de l'intégration ; leur leader, Paul Duthel, après avoir rappelé que « le plan a pour objet d'assurer la permanence du profit et de servir les intérêts du capitalisme », affirme qu'il faut « refuser de parti-



P. DESVALOIS :  
Un langage quelque peu nouveau.

cipier à sa mise en place » et demande « en conséquence » le retrait de toutes les commissions installées par le gouvernement ainsi que du Conseil économique et social. Majoritaires et « ex-cégétistes » entendent au contraire continuer à participer à ces assemblées pour y défendre les intérêts de leurs mandats. La thèse défendue par la minorité Ecole émancipée (moins de 10 p. 100 des mandats) n'a aucune chance d'être entendue dans un avenir prochain.

## L'unité syndicale... sans la C.F.D.T. ?

De nombreux orateurs, à commencer par le secrétaire général, ont dit la volonté du S.N.I. d'œuvrer à la réalisation de l'unité syndicale. Mais il est significatif que l'on parle de « réunification » et non « d'unification syndicale ». La plupart des interventions montrent d'ailleurs plus explicitement que les négociations indispensables doivent se dérouler en dehors de la C.F.D.T. que l'on traite toujours avec la plus grande suspicion. De même la motion corporative demande que « soient développés les contacts avec les organisations syndicales laïques » et la motion sur les zones de salaires précise qu'il faut rechercher partout un accord avec « les Unions départementales F.O. et C.G.T. ». Il est étrange qu'aucun délégué n'ait attiré l'attention du congrès sur le fait qu'une unité syndicale excluant la deuxième centrale française serait un leurre. Notons cependant que l'intervention d'un délégué de Saône-et-Loire, soulignant qu'il était difficile en province de tenir la C.F.D.T. à l'écart des négociations et qu'on ne devrait pas refuser de participer à une discussion sous prétexte que la C.F.D.T. y serait partie prenante, a été applaudie par une grande partie des congressistes. Ainsi, si les positions « officielles » n'ont pas changé, le ton employé à l'égard de la C.F.D.T., moins violent que dans le passé, permet d'espérer raisonnablement une évolution conforme au réalisme et aux intérêts de la classe ouvrière. Il ne faut pas se cacher cependant que l'existence du S.G.E.N., en provoquant chez les adhérents du S.N.I. des réactions quasi passionnelles, risque de retarder cette évolution.

Dans ce congrès où les mots de « lucidité » et de « réalisme » ont été souvent prononcés, personne n'est réjoui des résultats des actions revendicatives entreprises au cours de l'année (11 décembre 1964, 27 et 28 janvier 1965). Même si l'on se refuse à admettre l'échec, « il n'est pas d'efficacité qu'immédiate », a-t-on dit, on se rend bien compte que l'on se trouve dans une impasse. On peut regretter pourtant que le congrès ait paru peu soucieux d'envisager une nouvelle stratégie.

L'intervention de Barthélemy, qui souhaitait voir le S.N.I. s'orienter vers une stratégie offensive, en « opposant à chaque projet capitaliste un contre-projet des travailleurs et au plan gaulliste un Plan des Travailleurs », méthode qui « favoriserait une prise de conscience plus large de la nécessité du socialisme », n'a pas suscité beaucoup de réactions et la réponse du secrétaire général a été franchement négative : « Cette stratégie n'a pas mon accord. » Là encore, on peut douter que le S.N.I. puisse longtemps se refuser à une recherche rendue nécessaire par la difficulté de plus en plus grande de s'en tenir à la stratégie traditionnelle et qui a déjà donné des résultats notables, comme le contre-projet de réorganisation de la S.N.C.F. présenté par la fédération des cheminots C.G.T.

## Non à la réforme Fouchet !

En ce qui concerne la réforme de l'enseignement, la conclusion rigoureuse de la réforme Fouchet, et tout particulièrement des collèges d'ensei-

gnement secondaire dont il est affirmé que loin de constituer une étape dans la voie de la démocratisation, ils sont au contraire un recul, ne laisse pas moins subsister des points obscurs. Les militants du S.N.I. savent bien que si tous les syndicats groupés à l'intérieur de la fédération de l'Education nationale sont d'accord sur cette condamnation, ils divergent quant aux solutions à apporter ; la référence au plan Langevin-Wallon est loin de traduire une identité de vues, Sorel devait déclarer : « La doctrine de l'F.E.N. en matière de réforme de l'enseignement est incertaine. » Il est évident en effet qu'en ce domaine les désaccords entre le S.N.I. et le S.N.E.S., notamment, entraînent sur le plan de l'action des difficultés graves, tant il est vrai qu'une unité purement défensive ne permet guère de progrès. Dans ce domaine les syndicalistes enseignants ont un gros effort à accomplir. Il est positif qu'ils en soient conscients.

Le congrès du S.N.I., en abordant ainsi les principaux problèmes de l'heure, a montré que ce syndicat n'entendait pas se retrancher derrière sa fidélité à la tradition ouvrière pour éviter les difficultés présentes. L'évolution amorcée à ce congrès peut paraître insuffisante aux impatientes, mais elle constitue un encouragement pour tous ceux qui voient dans le S.N.I. une organisation dont ne peuvent se passer les forces de progrès.

Georges Rémy.

# La Ligue de l'Enseignement et l'éducation permanente

L'an prochain, la Ligue française de l'Enseignement fêtera le centième anniversaire de sa création. Comment a-t-elle supporté le poids des ans ? Que représente-t-elle aujourd'hui ? Si l'on en juge par son soixante-seizième congrès, tenu à La Rochelle du 14 au 16 juillet, la Ligue de l'Enseignement est en pleine évolution. Non sur le plan de la doctrine, car la laïcité reste la règle de vie par excellence — laïcité qui consiste à dialoguer avec tous, à susciter toutes les activités artistiques et civiques sans qu'il y ait de sujets tabous. Le rôle que la Ligue joue au C.N.A.L. est d'ailleurs très important.

Rajeunir n'est pas facile, s'adapter au monde moderne non plus. Pourtant, les amicales laïques — les associations de base — deviennent des foyers culturels à l'aspect nouveau. Les jeunes y trouvent une plus grande place. Ils s'organisent en clubs de jeunes. L'an prochain, pour le centenaire, il est prévu que leurs responsables (jeunes aussi) se rassembleront pendant plusieurs jours pour des manifestations qui restent à préparer.

La nouveauté réside bien dans les structures nouvelles qui permettent aux jeunes de s'exprimer et de gérer librement leurs affaires, sans se couper du reste de l'association ouverte à tous.

Il reste à convaincre tout le million d'adhérents adultes (c'est déjà fait pour un bon nombre) que la place des jeunes aux postes de responsabilités est légitime.

## Le civisme d'aujourd'hui

A quelques mois des élections présidentielles, tenir un congrès dont le thème d'étude est le civisme, est une entreprise singulière et audacieuse. Pourtant le civisme que le congrès a voulu définir n'est pas celui qui se traduit par le strict respect de l'ordre établi et l'obéissance inconditionnelle aux lois. En introduisant le sujet, le rapporteur a précisé que l'éducation civique suppose une certaine conception politique, notamment en ce qui concerne les libertés individuelles et d'association, la démocratie, etc.

L'important n'est pas la démarche intellectuelle qui a pour résultat des attitudes plus critiques que constructives. Ce qui compte, malgré les ambiguïtés, la complexité des problèmes, c'est l'engagement de l'homme, son action pour une société meilleure qui, en retour, apporte à l'individu ce à quoi il a droit.

La plupart des interventions ont insisté sur les notions de liberté, d'objectivité, de remise en cause, de participation, d'internationalisme.

La tâche délicate de l'instituteur a été rappelée par la représentante du S.N.I.

A vingt-cinq ans, on a pu dire au congrès de la Ligue de l'Enseignement que les organes statutaires et responsables ne font pas assez de place aux femmes et aux jeunes et le faire admettre.

Le porte-parole de la commission « Club de jeunes » a indiqué que l'intérêt pour les jeunes n'est pas de savoir par l'étude ce qu'est le civisme, mais par la pratique au sein même des associations, dans l'organisation, la gestion, l'animation du club de jeunes d'y aboutir. La pratique et les activités (surtout d'information économique et sociale) conduisent au civisme de façon plus certaine que des textes. En un mot, le civisme est et doit être une préoccupation permanente.

La Fédération des œuvres laïques de la Dordogne y a tellement cru que, grâce au dévouement de ses responsables, à leur compétence, aux méthodes de travail qu'ils ont employées, elle a pu présenter un honnête et sérieux bilan d'activités (par exemple, sur l'aménagement du Territoire) réalisées principalement dans des foyers ruraux. Cela a été jusqu'à la sortie d'une plaquette, sur l'économie périgourdine, qui fait autorité à la préfecture du département.

Le rapporteur général, en guise de conclusion provisoire, a souhaité, pour l'an prochain, une définition claire du civisme éducatif et de l'éducation civique et surtout des comptes rendus d'expériences encore plus nombreux. Dans son rapport moral, le secrétaire général avait déjà insisté sur ce point et proposait des sujets de travail et de réflexion : la formation professionnelle des jeunes, l'aménagement du territoire.

Le discours de clôture du président rappela les objectifs lointains : la paix par la justice et la liberté ; la laïcité pour préparer les citoyens, ce qui n'est rien si n'étaient pas formés des hommes fraternels.

René Nised.

P.S. — La motion, votée à l'unanimité, réaffirme la nécessité de l'éducation permanente et le rôle des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

Elle souligne l'intérêt d'adapter les structures au monde actuel et propose la recherche de méthodes permettant de faire de l'éducation civique laïque et en profondeur.

Le problème du sous-développement fait l'objet d'un long paragraphe pour dire le rôle des associations culturelles face au drame du siècle.

Enfin le congrès réaffirme avec fermeté l'indépendance de l'organisation vis-à-vis des partis et sa non-immixtion dans les affaires directement politiques.

# « L'aménagement du territoire » en question

Deux récents numéros de T.S. (n° 246 et 248) ont permis d'étudier les propositions émanant du District pour l'organisation de la Région parisienne.

Au cours d'une conférence de presse très remarquée, les Fédérations P.S.U. de la région de Paris n'ont pas manqué de relever quelques lacunes importantes dans le projet officiel et ont proposé une méthode différente pour l'élaboration d'un programme des milliers de citoyens.

Si la conférence de presse était présidée par Gilles Martinet, secrétaire national adjoint du P.S.U., cela montre l'intérêt que porte le parti aux questions d'organisation régionale.

Pour permettre à nos lecteurs d'envisager puis de collaborer à l'élaboration d'une doctrine d'ensemble de la planification régionale dans laquelle l'analyse du phénomène parisien s'insérerait tout naturellement, nous avons demandé à l'un des meilleurs spécialistes de la planification régionale d'examiner brièvement trois publications traitant de l'aménagement du territoire.

Deux ouvrages viennent de paraître à moins de six mois de distance :

— « L'Aménagement du Territoire et l'avenir des régions françaises », de J.-F. Gravier ;

— « Aménager la France », du Délégué à l'Aménagement du Territoire lui-même, O. Guichard.

Il convient également de rattacher à cette littérature le Schéma directeur de la Région parisienne, qui vient de sortir tout dernièrement et qui fait, à juste titre, l'objet de multiples commentaires dans toute la presse.

Il paraît donc intéressant de comparer ces trois textes en fonction les uns des autres, de manière à en tirer des éléments sur ce que peut être notre attitude à ce sujet.

## 1°) J.-F. Gravier et « L'avenir des régions françaises »

C'est, en effet, le souci d'équilibrer les régions françaises qui constitue l'axe central de la pensée propre à J.-F. Gravier, auteur de « Paris et le désert français ». Celui-ci se place dans une optique évolutionniste pour prouver que la concentration industrielle actuelle ne constitue qu'un simple héritage du passé dont il faut se débarrasser. J.-F. Gravier estime que l'industrie moderne est tributaire de deux éléments seulement, l'eau et le climat. L'eau devient de plus en plus rare, au fur et à mesure que les usines en polluent davantage, et elle impose certaines localisations dans les régions où elle est disponible en abondance. De même, les hommes sont de plus en plus sensibles à l'influence du climat et au cadre extérieur, le soleil, l'eau et la neige constituant des centres d'attraction nouveaux. Le fait important, selon Gravier, c'est que ces deux facteurs doivent entraîner une localisation différente de celle à laquelle on assistait autrefois et qui reposait sur l'énergie et les facilités de transport. En effet, l'industrie est moins forte consommatrice d'énergie qu'il y a trente ou quarante ans, les branches d'activité à la pointe du progrès en utilisant même fort peu et le monopole du charbon est révolu, le fuel, le gaz naturel, l'hydraulique et bientôt le nucléaire assurant un éventail d'approvisionnement beaucoup plus large, mieux réparti dans l'espace et plus facile à transporter. Car le facteur transport a perdu lui aussi de son importance, grâce à la multiplication des moyens, en particulier l'automobile, le camion et l'avion.

Il en résulte que l'industrie devrait pouvoir se diluer dans la nature et lorsqu'elle doit obéir à une concentration relative, c'est en fonction de l'eau et du climat dans des régions généralement peu industrialisées précédemment.

Ces observations sont particulièrement importantes, dans le raisonnement de Gravier, puisqu'il considère que le secteur secondaire doit progresser plus vite que le tertiaire, contrairement à ce qui se réalise d'ailleurs actuellement en France et aux Etats-Unis, mais conformément aux évolutions constatées en Allemagne et en Suisse, et, par conséquent, l'industrie mieux répartie sur le territoire national doit entraîner un meilleur équilibre des régions. Il ne nie certes pas la nécessité de posséder un certain nombre de « métropoles régionales », mais il estime que ce n'est pas par le nombre des habitants qu'elles doivent se définir, mais par la localisation en leur sein des décisions jusqu'alors monopolisées par Paris.

Gravier enfin cite en exemple les réalisations britanniques qui reposent sur la création d'infrastructures complètes dans les zones choisies pour le développement allant jusqu'à la construction d'usines pour les industriels acceptant de s'implanter dans ces zones.

Mais la politique préconisée par Gravier n'a guère la faveur du Pouvoir en France. D'une part, la décentralisation industrielle y a toujours échoué et, d'autre part, on préfère donner aux industriels se déconcentrant des primes sans grande influence sur leurs décisions, mais d'un coût global moins élevé que la confection d'infrastructures correctes. La différence entre les réalisations anglaises et les françaises résulte probablement du fait que le gouvernement travailliste s'était fortement préoccupé de ce problème dès 1945 et lui a donné une impulsion décisive alors que les gouvernements de gauche au pouvoir en France après la libération n'y ont accordé aucun intérêt, et qu'il fallut attendre 1954 (avec Mendès-France) pour le voir abordé enfin. Bien que Gravier soit loin d'être partisan des solutions socialistes (1), mais peut-être parce qu'il est dégagé des préoccupations gouvernementales, ses options sont plus décentralisatrices que celles de Guichard.

## 2°) Guichard et « l'aménagement du territoire »

Il convient de passer rapidement sur l'aspect panegyrique de l'action gouvernementale que revêt trop souvent ce livre, et de remarquer qu'il n'y a pas contradiction complète entre celui-ci et l'ouvrage de Gravier. L'un et l'autre insistent sur le but purement économique que doit revêtir l'aménagement du territoire, l'un et l'autre souhaitent un meilleur équilibre entre régions, l'un et l'autre enfin admettent que l'évolution économique des facteurs de production peuvent favoriser cette répartition plus harmonieuse.

Mais Guichard en conclut à la nécessité de développer huit grandes métropoles de l'ordre d'un million d'habitants. Pour lui, l'activité doit continuer à se développer dans un cadre concentré, la dépense en équipements collectifs paraissant trop élevée si on la dilue dans l'espace (d'ailleurs l'auteur ne s'intéresse qu'aux transports et à l'enseignement, ne traitant ni du logement, ni de l'équipement sanitaire et hospitalier, et excluant délibérément la construction d'usines par l'Etat comme en Angleterre).

De plus, il est beaucoup moins que Gravier hostile au gonflement parisien qu'il considère comme inéluctable, bien que les métropoles régionales puissent assurer avec Paris un certain équilibre.

Il appuie toutes ces options non seulement sur la nécessité d'assurer

des équipements regroupés pour l'industrie, mais surtout sur l'importance croissante du secteur tertiaire (contrairement à l'avis de Gravier) qui demande une forte centralisation. Mais ce qui est le plus grave, c'est que pour défendre cette politique de concentration, il soutient que les populations sont favorables au développement des grandes cités millionnaires et acceptent de plus en plus facilement la nécessité des migrations.

D'abord, constate-t-il, le recensement de 1962 indique que les migrations croissent et que ce sont les jeunes qui les pratiquent le plus souvent ; ces déplacements se réalisent au profit de la grande ville. Donc, conclut Guichard, l'avenir est aux migrations et aux grandes métropoles et il écrit « l'Homme qui se déplace se libère » (1) ; pour lui, l'aménagement du territoire, c'est « l'aménagement de la mobilité ».

Il est probable, dans ces conditions, que M. Guichard n'a pas lu les résultats de l'enquête réalisée à son instigation en 1963 par l'I.F.O.P. et dont il résultait les conclusions suivantes :

— 69 % des personnes interrogées ont émis le vœu de rester toute leur vie là où elles habitent (14 % ont déclaré vouloir émigrer et 17 % n'ont rien déclaré du tout) ;

— 71 % ont souhaité que les usines s'installent là où il y a des excédents de population (15 % ont préconisé que la population se déplace au

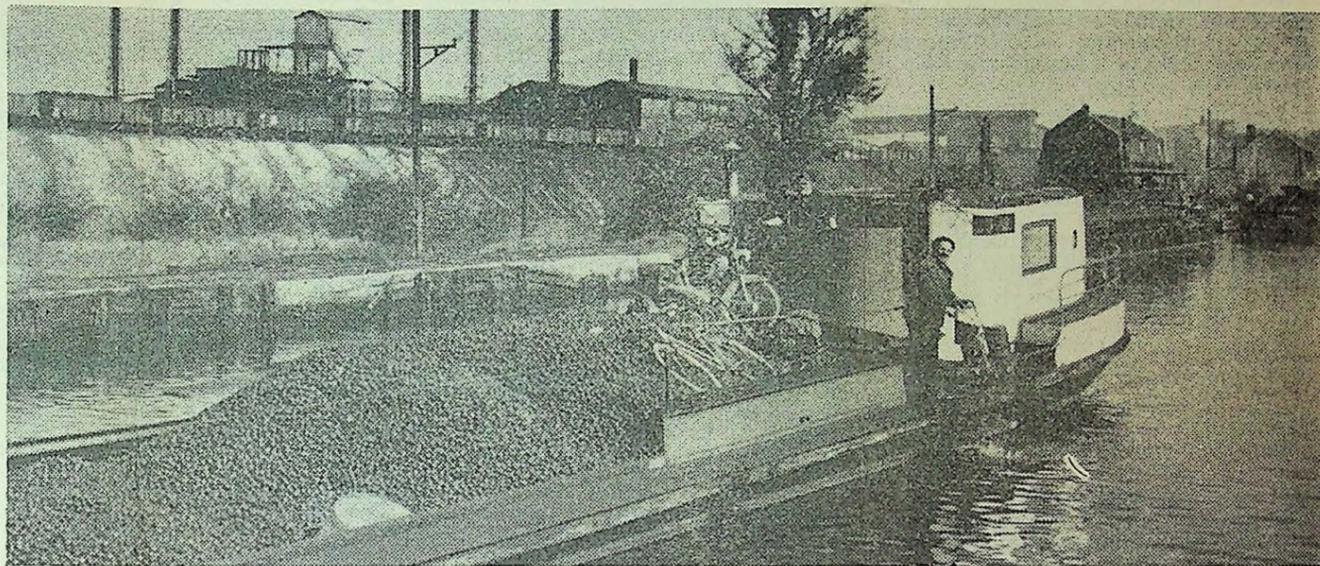
apportées à l'immigration provinciale sur le résultat attendu des 14 millions d'habitants, d'autant plus d'ailleurs que ce plan (qui a au moins le mérite d'exister) ne prévoit ni moyens financiers, ni moyens fonciers correspondant aux solutions préconisées et qu'il a probablement vu trop petit dans la mesure où il situe ses villes nouvelles à proximité immédiate de Paris (20 km), pour suivre (est-il dit dans le rapport) et coordonner ce qu'un développement spontané aurait pu réaliser.

Le texte de ce Schéma directeur se situe donc dans les perspectives de l'ouvrage de Guichard puisqu'il admet une concentration croissante des activités et qu'il n'utilise pas de moyens proscrits par le libéralisme économique.

## 4°) Quelles leçons tirer de ces ouvrages ?

— D'abord, les problèmes régionaux retiennent de plus en plus l'attention, d'une part du fait que les injustices résultant des déséquilibres géographiques sont de plus en plus mal supportées, d'autre part du fait du Marché commun qui tend à accroître ces déséquilibres ;

— Les auteurs capitalistes en sont tous conscients, mais ils divergent sur les objectifs selon qu'ils défendent les intérêts provinciaux (Gravier et la



L'industrie moderne est tributaire de l'eau, mais elle devient rare.

(Photo Tribune.)

contraire vers l'emploi et 51 % ont exprimé leur conviction que ce mouvement de l'emploi vers la population était non seulement souhaitable, mais plus facile à réaliser) ;

— 61 % ont répondu qu'ils étaient contre la création des métropoles de plus de 500.000 habitants et 57 % ont dit que ce n'était pas raisonnable, voire que ça « constituait une folie ».

Il ressort très nettement de ces renseignements que la population française est hostile aux migrations et aux très grandes agglomérations, autant d'ailleurs qu'elle l'est à un accroissement démesuré de Paris. Lorsqu'on a demandé aux provinciaux ce qu'ils pensaient de 16 millions d'habitants pour Paris en l'an 2000, 66 % ont déclaré que c'était déraisonnable et 19 % que c'était normal. Les Parisiens eux-mêmes ont répondu à 63 % par la négative et 29 % positivement.

Et pourtant les 16 millions d'habitants seront dépassés en l'an 2000 si l'accroissement parisien continue au rythme des trois dernières années, qui est plus fort que tous les accroissements antérieurs.

## 3°) Le Schéma directeur de la région parisienne

Le Schéma directeur, publié le 22 juin dernier, repose sur une hypothèse de 14 millions d'habitants en 2000, c'est-à-dire qu'il admet une diminution de moitié des mouvements migratoires actuels, ce qui, à première vue, peut paraître sensé. Mais la publicité faite autour de cet accroissement de 5 millions de personnes risque d'entraîner une progression beaucoup plus considérable encore car il donne l'impression au public qu'on ne fera rien pour réduire cette croissance, et l'on atteindra probablement de ce fait les 16 millions que l'on veut justement éviter.

Il aurait donc mieux valu mettre davantage l'accent sur les restrictions

« Vie Française ») ou ceux des grosses agglomérations. Ils divergent également sur les moyens, les responsables de la politique gouvernementale respectant beaucoup plus les méthodes de type néo-capitaliste poussant aux grosses concentrations ;

— Les socialistes doivent s'emparer de ces problèmes afin d'y trouver des solutions d'un autre ordre que celles prônées par leurs adversaires ;

— Tout en reconnaissant la nécessité économique de certaines concentrations géographiques, ils doivent néanmoins faire ressortir l'hostilité des 2/3 des Français aux migrations et leur méfiance envers les très grandes agglomérations urbaines ;

— Ils doivent mettre au premier plan l'aspect humain du problème régional et essayer de le concilier avec les contraintes économiques (en particulier l'impossibilité de tout faire partout) au lieu de n'envisager que ces dernières en reléguant l'objectif social au second plan comme le font nos « aménageurs » actuels ;

— Ils doivent enfin démontrer pourquoi et comment une planification régionale, utilisant les méthodes du type socialiste, serait beaucoup plus susceptible de réussir que « l'aménagement du territoire » actuel de caractère essentiellement capitaliste. Associant les populations et tenant compte de leurs aspirations (au lieu de les déformer grossièrement comme le fait Guichard), cette véritable planification ne limiterait que la liberté des spéculateurs et celle de ceux qui voudraient déjouer le programme établi démocratiquement. Elle permettrait également d'ouvrir des perspectives sérieuses sur le schéma de la société socialiste.

Y. D.

(1) Il signe chaque semaine un éditorial de la « Vie Française », journal dont la clientèle est essentiellement provinciale et qui défend ainsi des intérêts différents de ceux des milieux ministériels, très sensibles à l'environnement parisien.

# LES ACCORDS COMMERCIAUX franco-polonais et franco-tchécoslovaque

C'est en juin que furent signés respectivement à Varsovie et à Prague les accords commerciaux liant, pour une période de cinq ans, notre pays avec ses deux partenaires de l'Est.

A l'occasion d'un reportage en Europe centrale, notre camarade Harris Puisais, directeur de « Tribune Socialiste », a suivi de près le déroulement de ces deux négociations. Il a eu l'occasion de rencontrer des représentants des parties intéressées et de faire le point avec eux sur le développement envisagé des échanges commerciaux.

A la rentrée de septembre, Harris Puisais présentera deux reportages sur la vie politique et économique de la Pologne et de la Tchécoslovaquie.

Mais dès aujourd'hui, compte tenu de l'actualité, nous limiterons son propos aux seules conditions du nouveau régime des échanges commerciaux.

## L'accord franco-polonais

● **Le précédent accord** — fixé par l'accord commercial du 11 mars 1963 — était prévu pour une durée d'un an et fixait les listes des marchandises bénéficiant des autorisations d'importation et d'exportation.

En 1964, les livraisons polonaises à la France se sont élevées à 130 millions de francs et les fournitures françaises à la Pologne à 195 millions de francs, ce qui a obligé la Pologne à solder la balance commerciale par des paiements en francs. Le volume des échanges équilibré jusqu'ici marquait déjà, en 1964, une augmentation globale intéressante puisque, avec 325 millions de francs, la Pologne est au deuxième rang des partenaires commerciaux de la France dans les pays de l'Europe orientale.

### ● Le désir polonais

Pour la Pologne, une des manifestations de son « indépendance » réside dans ce grignotage économique annuel. Augmenter les échanges avec l'Occident, c'est prendre plus de liberté avec les pays du COMECON, c'est peu à peu créer un courant irréversible vers une « libération » politique.

Plus particulièrement, la Pologne souhaitait rétablir son équilibre commercial et pour cela vendre à la France davantage de charbon, tout en maintenant, hors accord, les achats de céréales que depuis quelques années ses difficultés en agriculture l'obligent à réaliser en France.

### ● Le souhait français

Economiquement, les négociateurs français ne souhaiteraient pas une forte augmentation des échanges. En ce domaine, le traditionalisme est roi et les habitudes prises sont difficilement perdues. D'autant plus que les industriels français, importateurs ou exportateurs, sont fort peu au courant des possibilités d'échanges, et, lorsqu'ils le sont, très réservés dans leurs initiatives. Prendre des risques n'est pas leur habitude. Il y aurait beaucoup à faire en ce domaine et hors des sentiers officiels. Nous y reviendrons.

Politiquement, le gouvernement gaulliste, qui sait tout l'intérêt que lui portent les pays de l'Europe orientale (on peut ne pas aimer ça... mais c'est un fait), veut imposer une augmentation des échanges, sans pour cela aller aussi loin qu'il le fit avec la Roumanie.

Par conséquent, le gouvernement donna l'ordre d'acheter du charbon polonais pour la centrale thermique du Havre. Ce qui était en contradiction avec les accords précédemment réalisés avec les U.S.A. pour la livraison du même charbon, accords prolongés par l'achat de deux bateaux minéraliers aux U.S.A.

Il serait curieux de regarder ce problème de plus près. On y trouverait certainement quelques scandales dus à l'improvisation de la politique étrangère gaulliste.

### ● Les accords

Sur ces bases, un accord quinquennal a été réalisé. Disons qu'il le fut sans grand enthousiasme de part et d'autre.

Certes, il est en augmentation pour la première année de près de 30 % (210 millions) et cette tendance doit être constante pour les quatre années suivantes. Mais tout dépendra des conditions de sa réalisation. On a souvent vu des accords mal exécutés... et 1964 en était une preuve pour la Pologne...

Le gouvernement polonais, conscient de cette situation, a décidé d'acheter davantage de biens d'équipement à la France et particulièrement des usines complètes pour son industrie chimique et son industrie électrique.

Il faut souhaiter qu'en ce domaine, les « blancs » de l'accord soient com-

plétés et que les firmes françaises se montrent aussi dynamiques que leurs concurrentes d'Allemagne, d'Italie, de Suède ou d'Autriche.

Il y a en Pologne une petite place à prendre. Elle sera plus grande lorsqu'une répartition des achats et des ventes de la balance commerciale française sera libérée de l'emprise des sociétés capitalistes américaines, anglaises et allemandes.

En ce domaine, l'avenir est prometteur. Mais il faudra attendre des changements politiques. Jusque-là, les progrès ne seront que des « satisfactions diplomatiques », sans plus.

### ● La Foire de Poznan

Je ne puis laisser sous silence la XXXIV<sup>e</sup> Foire internationale de Poznan. Tout d'abord pour en féliciter les organisateurs, en reconnaître tout l'intérêt commercial et remercier particulièrement le service de presse, mais également pour dire combien le pavillon français était en dessous de tout. Vraiment, c'est une piètre idée des réalisations françaises que les visiteurs de Poznan auront eue. A qui la faute ? Au gouvernement français qui s'en moque ! Aux organisateurs du pavillon à l'audience trop limitée, parce que trop politisée ! Aux industriels français ! Aux centrales polonaises qui font leur publicité comme il y a quinze ans !... Sans doute à tout le monde. Mais vraiment les syndicats, les comités d'entreprise, les observateurs économiques devraient s'y intéresser d'un peu plus près. Bien exposer, c'est mieux vendre. Et cette inévitable loi économique ne doit pas être négligée.

Espérons que l'année prochaine des progrès seront réalisés... Je pense, en particulier, à Thomson-Houston exposant des postes de télévision et des transistors... alors que la Pologne fabrique parfaitement elle-même ces mêmes appareils... et les fabrique également pour la marque allemande Grundig... On ne peut mieux tirer à côté de la cible ! Alors que dans le domaine de l'électronique, la Pologne est à la recherche des techniques nouvelles... et des techniciens avertis !

## L'accord franco-tchécoslovaque

Cinq mois de discussions — pour une signature plus au sommet qu'à Varsovie — M. Joxe, en personne, venant parapher l'accord.

### ● Le précédent accord

Il était fixé par l'accord commercial du 16 janvier 1964 pour une période de deux ans jusqu'au 31 décembre 1965.

Depuis 1958, les ventes françaises à la Tchécoslovaquie dépassent sen-

siblement les achats à ce pays. En 1964 toutefois, les importations tchéques en provenance de la France ont diminué d'environ 30 millions de couronnes, alors que les exportations de la Tchécoslovaquie vers la France ont presque doublé.

### ● Le désir de la Tchécoslovaquie

Avoir beaucoup plus de produits libéralisés et obtenir de meilleures conditions de paiements.

### ● Le souhait de la France

Comme pour la Pologne, les raisons politiques commandent d'augmenter les échanges. Mais le problème est différent, il faut s'assurer que la Tchécoslovaquie achètera bien chaque année le contingent fixé. Par conséquent, ne pas lui refuser certaines facilités. Et conclure avec elle un accord de coopération technique, déjà esquissé avec la sidérurgie française en 1964.

### ● Les accords

De 1965 à 1969 (pour réserver la date de 1970 imposée par le Marché commun). Ne comportent qu'une liste très courte de quinze produits libérés (motos de cylindrées supérieures à 125 cm<sup>3</sup>, sur les produits chimiques... et mannequins !). Prévoient une augmentation du volume des échanges : de 40 millions en 1964, à 50 en 1965 et à 80 de 1966 à 1969. Un protocole additionnel déclare que les formalités d'attribution de licences seront plus souples et que les crédits pourront être supérieurs à cinq ans, « selon les marchés conclus »... ce qui est bien vague.

Une longue discussion eut lieu sur le point suivant : les Tchèques voulaient que la France accepte de reconnaître (ce qu'ont fait Belgique et Hollande) que les centrales d'achats tchèques étaient des « personnes morales indépendantes de l'Etat »... la France ne reconnut que le terme « personne morale ». Ce petit duel, en marge des accords, étant significatif de la lutte interne des courants économiques en Tchécoslovaquie, lutte sur laquelle nous reviendrons.

L'augmentation des achats en France réside surtout dans les biens d'équipement. Le vice-président du Conseil, M. Piler, était, il y a quelques semaines, en visite privée en France. Il visita les usines Schneider, Chausson et les réalisations de Pechiney à Pau et à Lacq. Cette préoccupation se trouve dans les accords.

La Tchécoslovaquie doit moderniser presque tout son équipement.

Celui-ci est très vétuste et remonte à près de trente ans. De plus, les Tchèques vendent presque toute leur production au détriment de leurs besoins. Ils doivent donc nécessairement procéder à des achats dans les pays occidentaux.

Mais leurs possibilités financières sont limitées. Ils dépensent beaucoup pour acheter du blé aux U.S.A. et de la laine en Australie. Ils vendent beaucoup à l'U.R.S.S. et aux autres pays du COMECON, mais ils ne peuvent utiliser les bénéfices de leur balance commerciale qui atteint un milliard de couronnes. De plus, leur créance vers les pays sous-développés est de près de 500 millions de couronnes, non utilisables, elles aussi.

La Tchécoslovaquie se trouve donc dans la situation paradoxale d'un pays qui ne peut se servir de son bénéfice à l'exportation (zone rouble) pour acheter ce dont elle a besoin (zone dollar). C'est ce qui explique que, en 1964, les contingents prévus avec la France ne furent pas réalisés.

## L'avenir

Le seront-ils dans les cinq ans à venir ? Espérons-le, mais reconnaissons que le problème posé va plus loin que celui d'un accord bilatéral. Il met en cause le fonctionnement même du COMECON et les règles strictes et lourdes qui sont imposées à tous ses membres.

Certes, en 1963, la supranationalité voulue par l'U.R.S.S. fut évitée, à l'initiative de la Roumanie, porte-parole de tous les autres pays de l'Europe orientale. Mais la tendance d'ouverture vers les pays occidentaux ne pourra très longtemps s'harmoniser avec des règles aussi contraignantes.

Alors, seulement, se créeront les véritables relations commerciales entre les pays d'Europe.

D'ici là, leur caractère limité ne pourra être guère élargi.

Mais qu'on y songe et qu'on s'y prépare. Le Marché commun, du côté de l'Europe occidentale, le COMECON, du côté de l'Europe orientale, ne sont que des étapes nécessaires, mais incomplètes, à ce que sera demain une véritable Europe économique.

Tous les pays souhaitent la réalisation de ce vaste marché européen, et en constatent l'irréversible évolution.

Mais plus que jamais, nous devons songer aux structures politiques qui ne manqueront pas de conditionner cette situation.

Le socialisme européen, à moyen terme, dans les vingt ans qui viennent, est à créer.

Nous ne pouvons pas oublier ce fait dans nos luttes quotidiennes pour faire triompher le socialisme en France.

Harris Puisais.



Durant les vacances — et surtout si vous voyagez en train — les livres de poche sont à l'honneur. Les collections abondent et vous offrent tout l'éventail de la littérature, depuis les héros de la Série Noire (Galimard) ou les aventures de James Bond (Plon) jusqu'aux chefs-d'œuvre de la littérature moderne avec *Ulysse*, de James Joyce, au Livre de Poche. Cette dernière collection propose deux minces livres déjà célèbres : *Le Trésor de la Sierra Madre*, de B. Travven, et surtout *L'Homme à cheval*, de Pierre Drieu La Rochelle.

## Si vous aimez les romans :

**LA MISE A MORT**, par Aragon. — Le nouveau roman d'Aragon est peut-être le meilleur. Dans un superbe jaillissement d'images et de trouvailles, Aragon nous raconte une histoire d'amour et de jalousie. (Galimard.)

**LE PALAIS D'HIVER**, par Roger Grenier. — A la recherche du temps perdu dans une petite ville de province qui rappelle Pau. Ce roman — peut-être le meilleur de l'année — est baigné de tendresse et de mélancolie. Un art très sûr. (Gallimard.)

**AU-DELA DE LA RIVIERE ET A TRAVERS LES ARBRES**, par Ernest Hemingway. — Ce n'est pas le dernier roman d'Hemingway, mais c'est peut-être l'un des plus touchants. Il nous raconte quelques jours d'amour, et puis la venue de la mort. Nous sommes à Venise et Hemingway nous livre le fond de son cœur. (Gallimard.)

**LA LUNE ET LES FEUX**, par Cesare Pavese. — Cesare Pavese, le plus grand romancier italien de sa génération, nous donne là son chef-d'œuvre, en même temps que le secret de ses obsessions. A lire à tout prix. (Gallimard.)

**S.O.S., MERCURY VII**, par Martin Caidin (traduit de l'américain). — Un astronaute se voit empêché de descendre vers la Terre à cause d'une rétrofusée qui ne s'allume pas, tandis que les U.S.A. et l'U.R.S.S. mettent tout en œuvre pour le sauver. (Editions Stock.)

## A signaler également :

**LE MEURTRE D'UN ENFANT**, par Jean Cau (Gallimard). — **PROMETHEE OU LA VIE DE BALZAC**, par André Maurois (Hachette). — **LE MIROIR AUX ESPIONS**, par John Le Carr (Gallimard).

## Pour les amateurs d'histoire contemporaine :

**LA DEBACLE ALLEMANDE**, par Jürgen Thorwald. — Pour la première fois, un écrivain allemand va aborder l'écroulement de son pays en 1945. C'est un document hallucinant, qui sait mêler la vérité historique à l'anecdote humaine. (Stock.)

**MONCADA, PREMIER COMBAT DE FIDEL CASTRO**, par Robert Merle. — Santiago de Cuba, à l'aube du 26 juillet 1953 : 150 compagnons de Fidel Castro attaquent le quartier *Moncada*. Pour nous raconter la révolution cubaine, le romancier de *Week-end à Zuydcoote* s'est fait historien. Un beau livre. (Robert Laffont.)

**LES GLIERES**, par François Mursard. — Un des épisodes les plus célèbres et les plus discutés de la Résistance en France. (Ed. Robert Laffont.)

**LA SECONDE RESISTANCE (VIETNAM 1965)**, par Wilfred G. Burchet (traduit de l'anglais). — Pourquoi après Dien-Bien-Phu et depuis près de dix ans les guérillas mènent un combat aux conséquences imprévisibles du fait de « l'escalade » américaine ? L'auteur, qui a vécu dans la jungle insurgée pendant plusieurs mois, en donne une réponse pour conclure que les U.S.A. ne réussiront pas à imposer une solution militaire. (Editions Gallimard.)

**LA RUSSIE EN GUERRE**, par Alexander Werth. — Moins de deux semaines après l'invasion allemande de juin 1941, Alexander Werth revint en U.R.S.S. Il fut le témoin par excellence de cette Russie en guerre qu'il décrit admirablement. Il nous emmène des rives de Moscou aux rives de la Volga, des panzers de Guderian aux armées blindées de Koniev. (Stock.)

## Et pour rire en vacances :

**DICTIONNAIRE HUMORISTIQUE, SATIRIQUE, SARCASTIQUE ET LIBERTIN**, par Maurice Maloux (Albin Michel). — **NEW YORK TIC-TAC**, par O'Henry (Stock). — **CHERS AMERLOQUES**, par Renée Pierre-Gosset (Julliard). — **DICIONNAIRE FRANÇAIS-RUSSE**, par Noctuel (Calmann-Lévy).

# LE TIERS MONDE EN FICHES : Des lectures indispensables

S'il ne s'agit plus aujourd'hui d'insister sur le mouvement général qui anime l'ensemble du tiers monde, sur son importance globale, il est, par contre, de mise de souligner à quel point l'approche en est encore confuse et maladroite. Les hommes du tiers monde, militants et intellectuels, s'expriment encore très peu, tandis que la recherche européenne demeure non seulement parcellaire, mais souvent partielle (là aussi, l'ignorance est à la base de bon nombre d'erreurs). Toutefois, progressivement, s'esquisse un mouvement de plus grande compréhension, d'analyse plus exigeante, de concepts et de conclusions plus scientifiques. Un jour viendra où l'on pourra comparer l'émergence du tiers monde sur la scène mondiale au développement de tout un secteur de l'activité intellectuelle tournée vers l'étude de ces problèmes; il serait également loisible d'y percevoir maints reflets d'intérêts... Chaque année apporte son lot et il nous a paru souhaitable de profiter de l'accalmie des vacances pour faire le point. Actualité et actualité de l'édition, préoccupations naturelles de militants : puissent des lecteurs « désœuvrés » trouver quelques-unes de nos suggestions à leur goût...

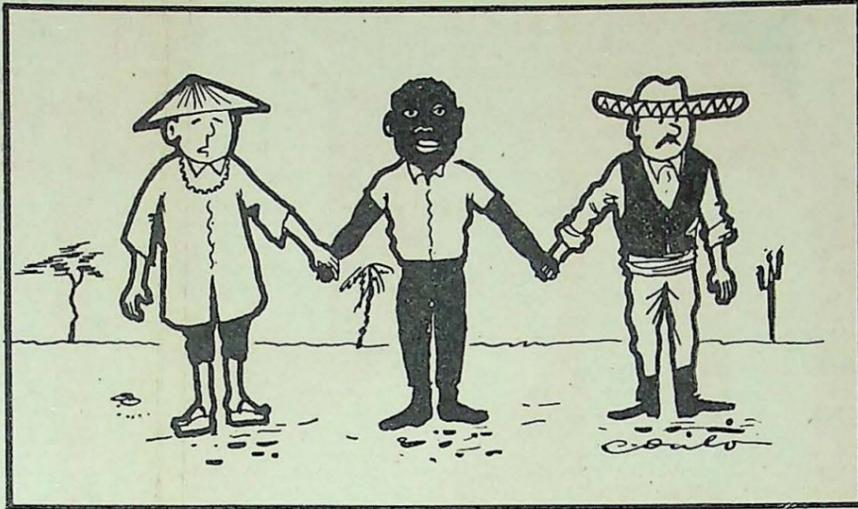
## ● L'Afrique en tête

Est-ce l'effet de la proximité? En tout cas, l'Afrique est le secteur qui a suscité, ces derniers mois, les ouvrages les plus intéressants et en plus grand nombre. Si nous classons les thèmes par ères géographiques, c'est une bonne demi-douzaine de pays qui ont été l'objet de descriptions ou d'études en profondeur. Conciliant recherche littéraire et documentation anticolonialiste, R. Davezies a donné la parole aux Angolais, ce qui lui vaut de réussir son meilleur livre et nous permet de saisir de l'intérieur ce peuple en lutte (1).

Alors que l'Afrique du Sud et, d'une manière générale, toute l'Afrique anglophone n'ont guère été analysées, du moins en langue française, on pourra lire avec profit un petit ouvrage consacré aux Rhodésies et au Nyassaland (2). En espérant une incursion plus systématique et plus suivie dans cette zone mouvementée de l'Afrique, on abordera les pays francophones mieux lotis...

B. Ameillon (3) parle de la Guinée avec beaucoup de sévérité, une sévérité que certaine critique juge injustifiée. B. Ameillon évoque les compromis progressifs de la couche « bourgeoise » au pouvoir, ses tergiversations, voire ses reculs sur le plan antérieur et ses concessions en matière de politique étrangère. Ce type d'analyses tend à se développer et d'autres études consacrées à d'autres pays multiplient ce genre de contestations critiques. Il n'y a pas lieu ici de nous définir à l'égard de ces exigences : s'il n'est pas concevable de n'admettre que des visions statiques et dorées de la réalité post-indépendante, il n'en est pas moins assez surprenant d'observer le redoublement de condamnations quasi sans appel dont on peut se demander sur quelles données réelles elles s'appuient. Au nom de la pureté révolutionnaire n'ira-t-on pas jusqu'à jouer les points de vue de Sirius prenant appui de plus en plus au-dessus de la mêlée. D'accord pour mettre en évidence les contradictions (d'où l'intérêt du livre de B. Ameillon), mais pas d'accord pour toutes les conclusions qu'on en tire un peu hâtivement! Il n'est pour s'en convaincre que d'écouter les militants africains les plus lucides et les plus compétents. Ce qui est, à n'en pas douter, le cas avec Seydou Badian. Ce responsable du développement économique au Mali, avec lequel nous avons pu nous entretenir durant plusieurs heures, a écrit un petit livre simple, mais combien significatif (4). Que peut être le parti unique dans des pays qui sont à peine des Etats, comment utiliser les structures

précoloniales dans une perspective socialiste, comment aborder l'aide étrangère, etc.? Autant de problèmes et d'hypothèses que ne peut résoudre la baguette magique de l'idéologie. Il n'y a pas de miracles, il y a des principes à vérifier et à enrichir dans le combat quotidien. Optimiste, certes, le propos de S. Badian l'est, mais il nous convainc également que l'humilité est une vertu révolution-



naire (l'humilité, non pas qualité « morale », mais comme mode de réflexion et d'action). Prenant pour thèmes le Ghana, l'Égypte et le Congo, J. Ziegler (5) a tenté une étude comparée des classes au pouvoir dans ces trois pays dont on sait l'échec pour ce qui concerne le dernier. Genèse des classes sociales africaines : pourquoi tel groupe et pas tel autre a obtenu l'indépendance pour ensuite prendre le pouvoir, alors que les processus de production sont insuffisamment développés (et de loin) pour fournir une explication à l'européenne? Question capitale à laquelle Ziegler répond par des suggestions qui ne nous ont pas toutes convaincu. La vision d'une classe dirigeante qui conserverait le pouvoir pour le pouvoir, en usant et en abusant, ne nous paraît pas tenir compte des transformations opérées ou tentées aussi bien au Ghana qu'en Égypte surtout. Cela dit, le livre de Ziegler ne manque pas de fournir une documentation de base sur l'évolution générale des trois pays en question. A lire, mais à discuter.

Depuis longtemps, l'Algérie tient la tête du peloton pour le nombre et la variété des ouvrages qui lui sont consacrés. Les récents événements qui viennent de s'y produire infirmeront-ils ou confirmeront-ils cette tendance? En tout cas, ils rendent plus que nécessaire l'acquisition de livres ou de brochures récents. L'enquête de P. Bourdieu (6) n'est plus toute fraîche et elle porte sur les conséquences socio-économiques des regroupements pratiqués pendant la guerre à l'échelle d'une population. Exagérant par sa systématisation ce qu'il appelle le phénomène de « dépaysement », P. Bourdieu n'en décrit pas moins avec précision les bouleversements profonds subis par la paysannerie algérienne et qui constituent autant de données souvent actuelles, au-delà du phénomène d'autogestion peu et mal évoqué par l'auteur. Dans cette optique, on lira la très intéressante analyse de M. Harbi consacrée aux sens de la paysannerie algérienne (7). Un texte de jeunes chercheurs marxistes (8) revient également sur le problème : secteur traditionnel et secteur moderne, liens entre une base « brute » et un sommet isolé. Tous ces textes antérieurs au putsch du

19 juin en constituent par la force (malheureuse) des choses une préface souvent prophétique. Également utile, le recueil d'articles de Mostefa Lacheraf, démenti cinglant et rigoureux à la vision d'une Algérie confrontée seulement à des querelles de personnalités. Mostefa Lacheraf est l'un des grands historiens de l'Algérie. Or, pour comprendre l'actualité, ne faut-il pas connaître l'histoire, le

il l'aime et ces pages chaleureuses seront utiles à maint militant désireux de faire connaissance avec un pays martyr et témoin.

## ● L'Amérique latine desservie

A l'heure de Saint-Domingue, et au moment où E. Frei se rend à Paris, on se rend compte à quel point nous sommes mal renseignés sur le continent sud-américain. Peu de documentation et peu d'analyses. Mais je recommande l'excellent article d'un jeune normalien qui a passé plusieurs années à Cuba, au Venezuela, etc. (16). En particulier, R. Debray met en évidence le phénomène national comme donnée indispensable de la révolution cubaine, ce qui vaudrait une intéressante comparaison avec l'idée nationale et son évolution à travers toute la révolution algérienne. Signalons également le précis antillais d'E. Dessarre (17) où les phénomènes d'aliénation colonialiste sont très justement mis en relief. Les Antilles, pour la France, c'est un cas limite d'assimilation; dès lors, comment retrouver l'idée nationale qui ne saurait se confondre seulement avec les revendications économiques d'îles particulièrement sous-développées; comment fonder la nation antillaise?

Indépendance, autonomie, autant d'aspirations qui transcendent, en ce cas, les notions de réformisme. On comprend que E. Dessarre ait également décrit les Antilles « britanniques », la perspective n'est-elle pas une fédération des Caraïbes? Le drame de Saint-Domingue pourra être l'occasion de relire l'anatomie précise et précieuse que l'une des victimes (pourant libérale) de Trujillo avait su tracer de son régime avant de disparaître, comme tant d'autres (18).

## ● Le tiers monde à travers ses principales structures

Le tiers monde, terme d'ailleurs discutable mais commode, recouvre un certain nombre de notions générales qu'il importe de cerner. A propos du Yémen, Saïd El Attar (19), qui fut ministre du Développement dans le dernier gouvernement de Sanaa, s'interroge sur le cas d'un sous-développement typique qui ne découle d'aucune entorse de colonisation extérieure, ni non plus de déterminations économiques, mais plutôt d'une forme de gouvernement théocratique qui a coiffé le Yémen jusqu'en septembre 1962. Les rapports actuels entre le sous-développement du tiers monde et le neo-colonialisme des anciennes métropoles est au centre d'un livre très utile que je conseille vivement pour sa clarté et pour l'importance des thèmes qu'il aborde (20). Des chiffres accessibles et de source sûre (experts de l'O.N.U.) permettent de mesurer les productions dans les pays sous-développés et les pays industrialisés; ils permettent de préciser la nature des échanges commerciaux entre les divers groupes et celle, combien décisive, des échanges financiers (le cartérisme ne saurait résister à la démonstration de P. Jalée). Toutefois, on ne saurait contester un certain dogmatisme dans quelques conclusions générales esquissées par l'auteur; sur ce point, on préférera l'article d'Hamza Alavi (21), plus difficile d'accès, mais ouvert sur une série d'interprétations plus suggestives que les affirmations un peu courtes de P. Jalée... On devrait également évoquer les études consacrées directement au développement, au « décollage » (22)... C'est dire à quel point le labyrinthe du tiers monde s'éclaircit...

Claude GLAYMAN.

(9) Mostefa Lacheraf : « Algérie, nation et société » - F. Maspéro.

(10) Bachir Hadj Ali : « La revue socialiste mondiale et les mouvements de libération nationale » (Prague 1965).

(11) Fadela M'Rabet : « La femme algérienne » - F. Maspéro.

(12) Jan Myrdal : « Un village de Chine populaire » - N.R.F.

(13) Bettelheim, Charrière, Marchisio : « La construction du socialisme en Chine » - F. Maspéro.

(14) J. Lacouture : « Le Vietnam entre deux paix » (Le Seuil).

(15) G. Chaffard : « Indochine : 10 ans d'indépendance » (Calmann-Lévy).

(16) R. Debray : « Le castrisme : la longue marche de l'Amérique latine » (« Temps Modernes », janvier 1965).

(17) E. Dessarre : « Cauchemar antillais » - F. Maspéro.

(18) J. de Galindez : « L'ère de Trujillo » - Gallimard.

(19) M. Saïd El Attar : « Le Yémen » (Editions du Tiers Monde - Alger 1964).

(20) P. Jalée : « Le pillage du tiers monde » - F. Maspéro.

(21) Hamza Alavi : « Le nouvel impérialisme » (« Temps Modernes » août-septembre 1964).

(22) C. Bettelheim : « Planification et croissance accélérée » - F. Maspéro.

(1) R. Davezies : « Les Angolais » - Editions de Minuit.

(2) O. Guitard : « Les Rhodésies et le Nyassaland » P.U.F. - Collection « Que sais-je ».

(3) B. Ameillon : « Guinée, bilan d'une indépendance » - F. Maspéro.

(4) Seydou Badian : « Les dirigeants africains face à leur peuple » - F. Maspéro.

(5) J. Ziegler : « Sociologie de la nouvelle Afrique » - N. R. F. (collection « Idées »).

(6) P. Bourdieu et A. Sayad : « Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie » - Editions de Minuit.

(7) Dans le numéro de juin de « Démocratie Nouvelle » entièrement consacré à l'Algérie (celle d'avant le 19 juin). Plusieurs articles révélateurs.

(8) Cercle U.E.C. de l'E.N.S. : « Sur la phase actuelle de la lutte de classes en Algérie ».

TRIBUNE

PSU DU PARTI SOCIALISTE

# ENCORE 4 MOIS POUR BATTRE DE GAULLE

Depuis des mois, le P.S.U. s'est prononcé pour une candidature unique de la Gauche aux élections présidentielles. Il a soutenu toutes les initiatives — locales ou nationales — allant dans ce sens.



Le candidat officiel disposera de moyens sans limite. Aidez le P.S.U. à faire prévaloir la solution qu'il propose : un candidat soutenu par l'ensemble des forces de Gauche.

Son IV<sup>e</sup> Congrès National (Juin 1965) a encore affirmé que seul un candidat qui serait celui de la SOLUTION DE GAUCHE pourrait rassembler sur son nom les suffrages des forces populaires et vaincre le candidat du régime gaulliste.

## Pas de vacances dans la lutte contre le pouvoir personnel

Les versements sont à adresser à Louise LEMÉE  
81, rue Mademoiselle - Paris-XV<sup>e</sup> - C. C. P. PARIS 46 41 25